

CSE ordinaire  
des 27 & 28 novembre 2024

## La direction Eviden comme Tintin au pays des Jivaros

On saura gré à la direction d'annoncer enfin ce que tous les salariés pressentent : la pente négative des activités Eviden en France ! On n'évoque pas les cessions passées (Worldgrid) et annoncées (HPC, MCS, Cyberproducts). On parle maintenant d'état général de l'entité...

Que nous annonce-t-on donc clairement sur Eviden Monde ?

- En 2024, le chiffre d'affaires sera en baisse. Les raisons évoquées sont un marché américain en berne, des pertes de comptes clés et des effets à venir sur 2025...
- Une marge d'exploitation aussi en décroissance. Trop de frais généraux, pas assez de facturation et d'offshoring.
- Pour les salariés (toujours coupables) ; trop d'inactivités et trop de rôles support !

Et d'en tirer les conséquences d'une logique purement financière sur nos activités techniques : Impossible de respecter le business plan 2024-2028 sur la marge opérationnelle et donc... Il faut un nouveau, nouveau, nouveau, nouveau (vous pouvez ajouter à l'envi) plan d'amélioration !

Pour idées lumineuses, le groupe n'a pas assez poussé ses recettes magiques qui sont :

- L'augmentation des prix et les factures clients, et en parallèle la réduction des dépenses...
- L'automatisation ! C'est-à-dire l'intelligence artificielle dont l'adjectif démontre une certaine subjectivité. Avec l'objectif avoué de remplacer 1 emploi sur 4 par le bidule !
- Et toujours et encore l'off-shoring – vous vous rappelez, cet axe stratégique depuis 25 ans qui améliore fortement la santé financière du groupe, on le constate tous les jours !
- La réduction de la sous-traitance (chez Eviden France, on a diminué de 800 à 722 les missions sous-traitées ; une nette progression !)

Pour la France, même régime de réduction et d'amélioration, avec un focus sur la diminution de personnel. « *Sans mesure contrainte* » nous explique la direction, avec le non-remplacement des départs essentiellement dus aux démissions et retraites (91% des sorties) ... Le chiffre annoncé est la suppression de 2248 salariés dans le monde dont 382 en France. Et nos têtes pensantes n'ont pas oublié la réduction des locaux (la direction emploie l'euphémisme « optimisation »).

La direction est dans la situation paradoxale de sabrer les salariés, et en même temps de les motiver ! Quelle est la solution adaptée ? C'est la ligne d'assistance psychologique PsyFrance, pour prévenir les risques psycho-sociaux ! C'est donc soigner les maux que la direction à elle-même provoqués ! Inénarrable !

Finalement, les efforts demandés depuis des années sans discontinuité aux salariés, les non-augmentations et le tarissement des formations, les contraintes sur les conditions de travail, se concluent par le démantèlement et l'appauvrissement du groupe dus aux idées géniales de nos dirigeants-managers... qui continuent à user des mêmes artifices pour garder leurs places démeritées.

Les jivaros réduisaient les têtes... La gouvernance préfère taper fortement sur le corps actif des salariés en production et en support... Mais comment peuvent-ils être encore crédibles ?

Atos-Eviden : Salariés, encore un effort !

Notre méthode managériale a du bon :  
Les salariés témoignent leur attachement  
au groupe malgré les coups répétés !



## Eviden et les grandes manœuvres 2025

Mais que restera-t-il d'Eviden France fin 2025 ? L'entité vient de se séparer de WorldGrid. Atos annonce l'entrée exclusive pour la vente des supercalculateurs HPC de l'usine d'Angers. Et déjà le package « militaire & cyber » est placé en vente.

Le motif : la recherche de liquidités, ce qui signifie explicitement la guignolade du business plan intenable 2024-2028. Les administrateurs judiciaires et le juge du tribunal de commerce ont fait semblant de ne pas voir la trajectoire d'échec. En revanche, les créanciers-proprétaires se sont donnés du temps pour vendre par appartements... Et c'est ça qui se déroule devant nous... En résumé, un démantèlement pour récupérer au mieux les créances et intérêts.

Le nouveau directeur d'Eviden-Atos France nous tient un discours dont on pourrait douter, cependant nous vous présentons pour information ses arguments :

- La restructuration de la dette avance comme prévu et l'opération sera finalisée en janvier 2025.
  - Jusqu'à 2026, les créanciers ne peuvent réclamer des remboursements.
  - Le produit des 270 millions d'euros de la vente de WorldGrid sera affecté au besoin de cash.
  - L'Etat s'engage seul sur l'achat de l'activité des supercalculateurs (HPC).
  - Mission Critical Systems (558 salariés en France) et Cyberproducts ne sont pas concernés par la négociation exclusive avec l'Etat. Néanmoins il y a une réorganisation de BDS (Big Data Security) pour détourner certaines activités qui pourraient être mises à la vente.
- Il est précisé : « Pour ces entités, cela sera plus long, mais Atos poursuit les discussions ».

En final, le directeur nous explique qu'on attend la nouvelle stratégie du groupe pour la décliner ensuite en France, cela s'effectuera en mars 2025. Dès qu'on évoque une stratégie Atos, pour les salariés, cela ne rassure pas !

## Indicateurs R-Hache du mois

« La population Eviden France baissera de quelque 400 salariés en 2024 » informe, stoïque, la direction. C'est sans compter le départ de 655 collègues de Worldgrid au 1<sup>er</sup> décembre vendus à Alten. Et puis déjà les annonces 2025 du démantèlement HPC, auquel il faut ajouter les 400 suppressions prévues de postes ... Le turnover est actuellement de près de 18 %. « Ça s'élève... » nous assène la direction toujours impassible...

La direction insiste sur le taux d'activité qui doit augmenter ainsi que le pourcentage d'heures facturables. En traduction, cela signifie que c'est la chasse aux intercontrats et aux activités internes tels que certains supports, structures, recherches...

**En fait, les ressources humaines sont alignées sur l'activité... baissière !  
Et ce qui augmente, ce n'est que la pression déjà forte sur les salariés...**

## Un message d'au revoir et d'espoir

L'entité Eviden Worldgrid devient au 1<sup>er</sup> décembre WorldGrid Alten Business. Vos représentants CGT WorldGrid lancent en CSE un message d'au revoir :

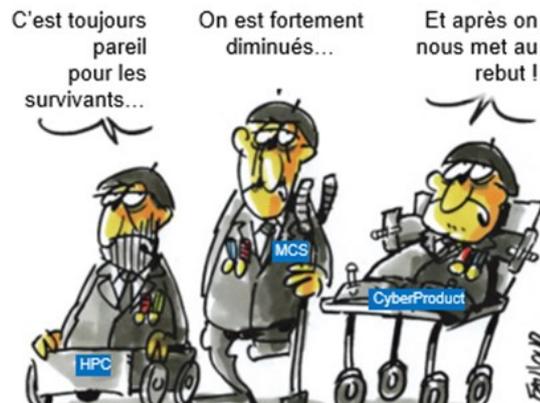
*Nous, élus CGT au CSE Eviden et salariés Worldgrid, quittons l'instance CSE avec tristesse et avec le regret de ne pas pouvoir finir la mandature.*

*A partir du 1er décembre, nous devenons des salariés de la société Alten, et bien que restant sur le même site Iseran à Echirolles que nos collègues Eviden, le cordon sera coupé.*

*Nous ne serons plus des vôtres et nos actualités vont diverger. Nous vous remercions pour nos échanges lors des préparatoires ou lors des commissions du CSE.*

*Vu la situation actuelle Atos-Eviden et tous les sujets en cours, nous vous souhaitons beaucoup de courage pour la suite. Vous en aurez besoin.*

### Eviden se débarrasse de ses activités militaires et stratégiques



## Atos et la reprise après arrêt maladie

La direction nous présente le dispositif de l'Entretien professionnel de reprise.

Cela sera un échange salarié/manager après une absence de longue durée supérieure à 3 mois consécutifs.

Le bon coté du processus est qu'on peut y causer réintégration, formation, accompagnement.

Le coté caché est d'éviter l'inter-contrat et donc de placer au plus tôt le salarié en affectation facturable.

Un formulaire – similaire aux évaluations de performance management – est mis en place avec 9 rubriques à renseigner et plein de cases à remplir. Ça on connaît... Il y a même le dernier espace de texte libre pour que le salarié puisse s'exprimer et qui ne sert à rien...

Pour parfaire la méthode, il est demandé que cet entretien soit réalisé dans le mois de retour du salarié en entreprise. Et que le dit salarié est responsable de déclencher l'opération par un ticket PISA !

Permettez à la CGT de croire que cette technocratie n'est pas bienveillante. C'est de la traçabilité qui pourrait être à charge contre le salarié. Et aussi, dans le déroulé, il n'est jamais fait mention de la visite médicale obligatoire de reprise, qui elle nous apparait fondamentale. On rappelle ici l'article du code du travail : R4624-31. Au cas où la DRH aurait l'idée d'ajouter ce respect de la loi sur la prévention de santé, dans l'accueil du salarié qui vient de subir un arrêt maladie long...



## Atos-Eviden : rien que de la bouche !

Ça commençait à gueuler fort de la part des salariés en mission ! Il était impossible avec les plafonds de remboursement Atos-Eviden de pouvoir réaliser des prestations sans en être de sa poche ! Comme tout est à la restriction, les services de contrôle en Pologne et Inde retoquaient sévèrement les notes de frais, même pour un dépassement de quelques centimes !

Un effort de la direction avait été fait en juin 2023 pour valoriser les montants de frais de bouche et d'hôtel mais cela s'est avéré insuffisant. Faut dire que l'historique est gratiné ! La prise en charge des déplacements n'avait pas évolué depuis 2011 pour Bull et 2013 pour Atos, alors que l'inflation sur la période a été de près de 25 % !

Dorénavant les remboursements sont :

- Hôtels Ile de France / Sophia / Lyon / Aix / Marseille / Bordeaux : 168 euros par nuitée, 130 € pour les autres villes.
- Repas midi 20 €, et 20 € pour le soir sauf Paris & Sophia-Antipolis qui ont droit à 25 €.
- Ces nouveaux plafonds s'appliquent à partir du 1er décembre 2024.
- Si le salarié bénéficie d'un remboursement plus favorable, celui-ci n'est pas remis en cause.
- Une harmonisation des plafonds des frais professionnels est prévue au 1<sup>er</sup> semestre 2025.

Ne croyais pas à une quelconque prise de conscience empathique de la part de notre direction. Vos représentants réclamaient fortement chaque année l'augmentation des frais de déplacement... pendant 13 ans, sans être une seule fois entendu !

Ce qui change, c'est qu'il est impossible de facturer aux clients des prestations si les salariés en mission n'ont pas des conditions alignées sur les coûts pratiqués de nourriture et d'hébergement. Cette valorisation n'est donc que du rattrapage tardif. C'est fou ce que notre direction tente de se rattraper ces derniers temps...

## Anti-social tu perds ton sang froid !

Par la loi, le Comité Social et Economique (CSE) est consulté sur : 1° Les orientations stratégiques de l'entreprise ; 2° La situation économique et financière de l'entreprise ; 3° La politique sociale de l'entreprise. Pour cela, le comité dispose d'un cabinet d'expertise indépendant qui permet d'éditer les rapports de situation.

Notre expert – celui du CSE donc des salariés – nous présente le volet de la politique sociale Eviden, celle que vous subissez tous les jours....

Ce que la CGT veut mettre en exergue, c'est la difficulté de notre cabinet de conseil à obtenir des informations de la part de la direction alors que la loi l'y oblige. Voici le texte d'introduction policé du rapport :

*Le refus de la direction de nous partager certains documents, bien que cette demande soit fondée de plein droit et qu'elle ait été explicitée au regard des besoins de la mission, et ce à de nombreuses reprises, nous laisse avec un niveau très insatisfaisant d'informations pour analyser les axes suivants :*

- *Politique de rémunération de l'entreprise.*
- *Analyse du coût du management (salaires et avantages des hauts dirigeants, plus le coût des cabinets de conseil sollicités)*

*Nous ne sommes ainsi pas en mesure :*

- *de dresser un panorama exhaustif des primes existantes et des avantages ;*
- *de valider la cohérence la rémunération de l'ensemble des salariés d'Eviden ;*
- *de valider l'équité de la rémunération au niveau du groupe.*

*Cette situation de blocage est extrêmement rare de notre expérience. La direction nous a adressé un refus très générique à chacune de nos demandes, indiquant qu'elle « n'envoyait pas ces éléments aux experts », qui nous le rappelons est de droit. Face à ce manque de retours, nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses sans avoir de confirmation.*

*Dans quelle mesure est-ce lié à une incapacité totale de trouver ces informations ce qui poserait nombre de questions sur la crédibilité d'un pilotage RH... ou une volonté de ne pas montrer la réalité de la politique de rémunération ?*

**C'est curieux cette manie de la direction d'Atos-Eviden de dissimuler des informations, à croire que c'est une pratique courue dans la méthode de gouvernance...**

**La CGT voit un délit d'entrave à cette situation. Reste à convaincre les autres organisations syndicales du CSE...**

### Du spécisme chez Atos-Eviden !

Je suis pour la protection des animaux, mais chez Atos, je suis contre...

